

Événement
labellisé

**QUELLE
EST VOTRE
EUROPE!**



Consultations citoyennes
sur l'Europe

Restitution Consultation citoyenne

Direction interrégionale de la PJJ Grand-Est

Septembre – octobre 2018

Intitulé de l'activité

Consultation citoyenne à la Direction interrégionale de la PJJ Grand-Est

Description de l'activité

Des travaux préparatoires ont été organisés dans les territoires avant la rencontre finale à Strasbourg le 22 octobre 2018 :

Marne Ardennes : 3 jeunes de 17 et 19 ans. Thématiques : Migrants et Mandat d'arrêt international. Séances : 1 séance d'1h30 au Centre Europe Direct + 4 séances d'1h sur les thématiques. Constats : intérêt des jeunes, mobilisation, participation mais anxiété quant à la prise de parole. Investissement des professionnels à souligner.

Alsace : 3 jeunes du CEF et 4 jeunes de l'UEHC = 7 jeunes. Thématique : Migrants. Séances : 2 séances au Centre Europe Direct + 3 séances sur les thématiques public mixé UEHC/CEF + intervention de l'enseignant au CEF.

Lorraine-sud : 5 jeunes UEAJ (UEHC se retire). Thématique : Ecologie et Migrants. Séances : 1 séance avec Centre Europe Direct sur site + 3 séances présentation et thématiques. Constats : lors de la 1^{ère} séance de présentation, tous les jeunes de l'UEAJ étaient présents (7) et ont été libres de s'engager ou non dans le projet. Tous ont accepté et participé aux séances suivantes.

Moselle : 4 jeunes. Thématique : Migrants. Séances : 1 séance au Centre Europe Direct pendant toute la journée. 3 séances sur les thématiques. Constats : les jeunes parlent de leur propre histoire.

Date et heure

22 octobre 2018 – 13h à 17h45

Lieu

Parlement européen – Strasbourg

Nombre de participants

28 participants à la consultation finale : 13 jeunes et 15 adultes

Nom des intervenants ou grands témoins

Nathalie GRIESBECK, députée européenne

Événement
labellisé

QUELLE EST VOTRE EUROPE ?



Consultations citoyennes
sur l'Europe

Thèmes évoqués

Les travaux effectués sur les territoires permettent aux participants de revenir sur la création de l'Union européenne et ses objectifs initiaux de recherche de la paix et de prospérité économique.

Les différents groupes territoriaux choisissent ensuite de travailler sur la politique migratoire de l'Union européenne. A l'origine, les participants s'interrogent sur les questions suivantes : « comment faire pour ne pas que les migrants viennent chez nous ? » et « pourquoi quittent-ils leurs pays ? ».

Un accord est trouvé sur la définition suivante du terme « migrant » : « une personne qui quitte son pays d'origine pour vivre dans un pays d'accueil ». A partir de là, nous avons réfléchi sur plusieurs thématiques découlant de cette question.

Les conditions d'accueil des migrants

Le problème majoritaire identifié par les participants est celui de la logistique : où accueillir les migrants ? Sont mentionnés les centres de rétention et les conditions d'accueil en lien avec les droits de l'Homme.

Après l'accueil : le traitement des migrants

Il est précisé qu'il faut distinguer accueil et traitement : une fois sur le territoire, que fait-on réellement en termes d'éducation, d'insertion, de socialisation ? Quid du droit à l'éducation des enfants qui sont retenus avec leurs parents dans des centres de rétention ?

L'apprentissage du français pour les migrants arrivant en France

Le français est vecteur d'intégration, il faut apprendre la langue du pays, mais l'objectif n'est pas d'oublier la culture d'origine et il ne faut pas se limiter à la langue. L'apprentissage doit aussi aborder la culture, les coutumes, les démarches administratives, etc.

L'aide aux pays d'origine pour limiter les flux migratoires vers l'Europe

Certains jeunes reconnaissent le devoir d'ingérence pour soutenir le développement de ces pays, mais d'autres considèrent que chaque homme est libre et doit pouvoir partir de son pays s'il le souhaite, peu importe sa situation.

- Dans tous les cas, on ne peut pas les empêcher de venir disent certains. Il ne faut donc pas chercher à les en empêcher. Les européens vont légalement dans les autres pays d'ailleurs, et cette liberté devrait s'appliquer à tous. Dans le cadre du changement climatique d'ailleurs, on ne pourra pas empêcher l'émigration.
- D'autres jeunes sont d'accord pour aider les gens à rester dans leur pays sauf dans le cas des pays en guerre.

Le poids des migrants pour la société d'accueil

La France a besoin de travailleurs, les migrants peuvent être une solution. Ils prennent d'ailleurs souvent le travail que personne ne veut faire. Ils créent de la richesse. L'Union européenne a toujours été composée de personnes d'origines diverses.

Au Luxembourg par exemple, la construction, l'hôtellerie et la restauration dépendent des migrants. Une étude récente de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique) prouve que les migrants contribuent plus aux impôts et aux

cotisations sociales qu'ils ne reçoivent de prestations individuelles. Ainsi au Luxembourg, les migrants fournissent un bénéfice net estimé à 2 % du PIB.

Mais la mauvaise gestion des migrants (regroupement dans des zones très visibles, absence de logement) peut créer un sentiment de submersion et donner l'impression à la population d'accueil qu'ils sont un poids. Les politiques ne mettent pas tout en œuvre pour les aider, notamment au niveau de la scolarité.

La mort des migrants en Méditerranée

On peut mobiliser nos moyens pour accueillir les bateaux humanitaires correctement. « On doit les sauver », « chacun a droit à la vie ».

La disparité dans l'accueil des migrants en Europe

On ne peut pas traiter tous les pays européens de la même manière. Il faut être vigilant à la richesse intérieure des pays et au risque de voir monter l'extrême droite dans la répartition des migrants. Mais il faut protéger cette population vulnérable.

4 pays européens refusent aujourd'hui l'accueil des migrants : la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovénie.

La députée européenne souligne que le règlement de Dublin qui prévoit que le migrant soit enregistré et pris en charge dans son premier pays d'arrivée est dépassé et qu'il faut le revoir.

Synthèse de l'activité

La devise de l'Europe est « Unie dans la diversité ». La migration c'est la diversité. La devise nous dit : au travers de L'Union Européenne, les Européens unissent leurs efforts en faveur de la paix et de la prospérité. C'est pourquoi les jeunes estiment que, la migration représentant en quelque sorte la diversité, c'est une obligation pour l'Union européenne de chercher et de trouver des solutions pour les migrants fuyant la misère et l'hostilité de leurs pays d'origine.

Pistes de propositions formulées

- 1- **Ouverture des ports européens afin d'accueillir les bateaux humanitaires**, tout en assurant une bonne gestion des arrivées afin de ne pas réunir les migrants dans un même lieu. Il faudrait réfléchir à mieux répartir les migrants sur tout le territoire pour qu'ils soient mieux acceptés.
- 2- **Revoir la coopération des Etats de l'UE en matière de migration car elle fonctionne mal**. Si tous les participants s'accordent là-dessus, plusieurs positions émergent :
 - Pour certains, il faudrait une meilleure répartition des migrants en fonction de la richesse et de la stabilité politique des pays et établir des quotas d'accueil par pays.
 - Pour d'autres, le choix du migrant doit être pris en considération. Le migrant sait qu'il ne sera pas traité partout de la même façon, donc il doit avoir le droit d'aller là où il se sent mieux.Dans tous les cas, le fait que certains pays refusent d'accueillir des migrants paraît injuste aux participants.
- 3- **Améliorer l'accueil en responsabilisant les citoyens européens**, car on ne peut pas compter que sur l'action de l'Etat. Accueillir un migrant chez soi n'est pas interdit, mais on constate que la population française ne se mobilise pas beaucoup.

- Faire un référendum en posant la question suivante : « Êtes-vous prêt à héberger un migrant chez vous ? » afin que les politiques puissent s'appuyer sur le résultat pour améliorer l'accueil.
- 4- **Réfléchir sur des « projets individuels »** que nous pouvons monter pour accompagner les migrants au cas par cas.
- 5- **Former la jeunesse sur la question des migrants, et plus largement, éduquer la population des pays d'accueil à cette problématique**
 - Les jeunes soulignent que plusieurs études montrent que les migrants payent plus pour la société qu'ils ne reçoivent en aides. Il faudrait que ça se sache.
 - Il faudrait montrer que l'accueil des migrants peut être considéré plutôt comme un investissement pour l'avenir.
 - La plupart des jeunes consultés avaient le sentiment qu'il y a de plus en plus de migrants. La députée européenne que nous avons rencontrée nous indiquait pourtant que c'est une idée fausse que l'Europe serait submergée par les migrants (73 000 migrants arrivées en Europe par la mer, contre 128 000 en 2017 et 300 000 en 2016). Il faut faire comprendre à la population que nous vivons surtout une crise de l'accueil. Il existe des camps de migrants dans lesquels les conditions de vie sont terribles (ex : Camp de Blida à Metz).
 - La députée européenne rappelle que les thématiques du terrorisme et des migrations ne devraient pas être superposées.
- 6- **Augmenter les subventions aux associations qui s'occupent des migrants**, et augmenter par exemple le nombre de familles d'accueil pouvant recevoir des mineurs isolés.
- 7- **Ouvrir des voies maritimes sûres pour l'arrivée des migrants en Europe** : les participants proposent d'affréter un ferry qui ferait l'aller-retour entre l'Afrique et l'Europe dans de meilleures conditions.
- 8- **Sanctionner les états membres qui ne respectent pas les valeurs et les droits de l'homme** reconnus par l'Union Européenne, rappelé dans la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la Charte des droits fondamentaux (« *Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité.* »). Pour plusieurs participants, les pays qui ne respectent pas ces droits fondamentaux (notamment le droit à la vie) ne méritent pas d'être dans l'UE.
Il est à soulever qu'en entrant dans l'Union européenne, les pays reconnaissent la Charte des droits fondamentaux de l'UE, mais il y a eu des dérogations (Pologne, République Tchèque, etc.). Pourquoi accepter ces dérogations ?

Questions / attentes / problèmes soulevés

- **La thématique des migrants est très transversale** : humanitaire, social, politique, économique, etc. Il faut travailler sur tous ces points là pour faire avancer les choses.
- **L'Europe doit se mobiliser pour empêcher les morts en Méditerranée.**
- **La montée de l'extrême droite dans les pays européens est une réalité** dont il faut tenir compte dans les politiques d'accueil. Il faut lutter contre les discours véhiculant une image négative des différences.
- **L'Europe doit continuer de tenter de résoudre les conflits de certains pays** pour éviter l'afflux des migrants.
- **Les migrants doivent conserver la liberté de choisir (au moins en partie) leur lieu de vie**, car, en tant qu'êtres humains, ils bénéficient des mêmes droits que les ressortissants de l'Union Européenne.